(1) A TOUS (2)

MES CONCITOYENS.

SI l'application du travail de l'homme à la terre, fut le premier titre à la propriété, cultivateur et propriétaire furent pendant long-tems des mots synonimes. Le mercenaire (3) est venu ensuite, puis le fermier. Ce dernier diffère du propriétaire, en cela seul qu'il ne possède que temporairement, tandis que l'autre possède à vie. Le propriétaire tient de son travail, ou a reçu de

(1) Par Raffron, député du département de Paris, à la convention nationale.

(2) Tout n'est pas pour tous : chacun prendra ce qui est pour lui. Les bouchers, les marchands de vin, les merciers, les marchands détailleurs, les épiciers s'appliqueront les exemples, ainsi que tous ceux qui travaillent pour un salaire.

(3) Ce mot est employé ici dans le sens de l'étymologie latine, qui est le véritable.

son père, ou a acheté le sol qui lui produit des récoltes abondantes : l'autre paye d'année en année le droit de jouir d'un champ fructifère.

Le nombre des propriétaires diminue en raison de la grandeur des propriétés (il en est de même des fermes) ; et on peut assurer que l'affection du propriétaire à sa chose suit exactement la même proportion. L'intérêt de l'agriculture demande donc les petites propriétés ; puisque ses succès dépendent des soins du cultivateur, et que l'on soigne davantage ce que l'on affectionne davantage.

J'ai exposé ce sentiment à la convention, et en ai tiré les conséquences nécessaires.

J'avois auparavant osé combattre le plan de notre respectable collègue Lepelletier sur l'éducation publique, quoiqu'il y eût été présenté avec la chaleur de l'enthousiasme. J'ai obtenu quelques succés (on y a admis des modifications considérables). Serai-je aussi heureux, dans la circonstance dont il s'agit? Je combats pour les petites propriétés, et contre les ventes par enchère.

Si la république française sortoit des forêts, les législateurs n'auroient qu'à civiliser la barbarie : ce seroit un plan neuf à tracer. Mais nous sortons de la fange d'un long esclavage : nous sommes obsédés de de préjugés : nos mœurs sont atteintes d'une corruption envenimée et contagieuse. Le vernis pestilentiel des grandes propriétés séduit encore la vue, l'esprit et le cœur. La difficulté du travail est donc bien plus grande ; mais elle ne doit pas décourager.

Je vais proposer les résultats de quelques méditations ; et comme il faut toujours viser plus haut pour ne pas frapper au-dessous du but, je développerai en peu de mots les élémens d'une société naissante, afin de donner à la nôtre une existence qui approche au moins de la vigueur du jeune âge. Je ne me renfermerai pas dans des généralités : j'aborderai notre situation.

La prospérité publique ne s'organise pas en masse, et ne se commande pas. Elle naît et découle de l'harmonie des contentemens individuels. Vouloir que la prospérité publique reflue sur tous les citoyens,

c'est vouloir que l'eau remonte à sa source, et que le tronc de l'arbre nourrisse ses racines.

On manqueroit donc le but, si l'on n'entrevoyoit, qu'à travers de vastes plans, les individus et leur aisance : si celle-ci, toujours tenue dans la dépendance, n'étoit apperçue que dans le lointain, et si les inindividus n'étoient regardés que comme des instrumens dont il faut se servir pour exécuter ce plan social, qui doit étonner l'Univers.

Un chemin sûr et facile est ouvert ; je l'ai indiqué : *multipliez les petites propriétés et vendez-les sans enchères* ; par-là vous donnerez un grand exemple de probité et de désintéressement public, en ne voulant pas profiter de la cupidité, du besoin ou de l'ignorance. On peut et on doit laisser-là les encouragemens : ils ne sont pas nécessaires, et sont même justement suspects aux yeux du vrai philosophe. Quelques instructions courtes et propres aux localités, suffisent pour le succès de l'agriculture. L'intérêt personnel et le profit individuel réglés sur le niveau de l'égalité bien entendue, exciteront de reste,

et feront croître sensiblement l'industrie agricole. Ce qui est grand a eu de petits commencemens.

Ces vérités sont démontrées pour tout bon esprit, et ne peuvent être combattues que par les faux raisonnemens des hommes à vastes plans, qui sont encore, sans le savoir, esclaves du despotisme, si habile à leurrer et flatter par de vaines espérances, pour consoler de la tyrannie ou distraire sur ses désastreux effets.

Avant de finir, je dois adresser à mes concitoyens les avis suivans, parce que je les crois utiles, sur-tout, dans les circonstances présentes. Je parlerai avec l'assurance qu'inspire la pûreté des intentions.

Mes concitoyens ! peuple de toutes les classes ! je vais vous entretenir de nos malheurs (car les vôtres sont les miens) non pour vous affliger, mais pour vous éclairer, et vous les faire éviter.

Le peuple, sorti de l'oppression, et fort de ses droits qu'il a recouvrés, pourroit méconnoître ses devoirs : il pourroit opprimer à son tour ; telle est la pente fatale des choses qui n'ont point et ne peuvent

avoir d'équilibre ; tous les êtres tendant naturellemeut à l'usurpation. (1)

Je le dis avec une douleur profonde ; si les marchandises et leur prix, si le travail et les salaires ne se rapprochent pas, ne se correspondent pas par l'entremise de la bonne foi ; si la cupidité ne connoît plus de frein, nos maux, déjà grands, s'accroîtront et seront de longue durée.

Réfléchissez sur cet objet de votre très-grand intérêt.

Il n'y a point de lois qui disent qu'un chou acheté d'un paysan à la halle six sols, ne doit pas se revendre dix-huit sols une heure après ; que le salaire de 20 s. ne doit pas monter pour le même travail à 4 liv. et plus, et ainsi du reste. Mais de tels surhaussemens de prix sont contraires à toute justice ; et si ces désordres continuent, notre société n'est

---

(1) L'équilibre intrinsèque et individuel n'existe pas dans la nature, où il est continuellement rompu par les aggrégations, les accessions, etc. Un corps seul entraîne l'autre, le pousse, ou lui cède. La réaction, qui entretient la vie de la nature, est le résultat de causes combinées, et souvent imperceptibles.. L'art de la société est d'approcher le plus près possible de ce balancement. C'est ce qui rend un bon gonvernement si difficile.

plus une société, c'est un attroupement de brigands, de voleurs, qui se dépouillent et se déchirent. La loi du *maximum* n'atteindra jamais ces délits; mais il y a une loi de la nature tracée dans vos cœurs, descendez-y, vous y trouverez profondément gravé, que des frères doivent vivre en frères et s'entre-aider bien loin de se nuire. De vous mêmes, vous tendez la main à votre frère, si il lui arrive quelqu'accident; faut-il donc qu'il soit malheureux, pour que vous soyez justes et humains?

Ne nous abusons point; la pénurie que nous éprouvons est réelle; elle est aussi factice. Elle nait de causes nécessaires, l'approvisionnement de nos armées. De causes extérieures, la malveillance de nos ennemis du dehors. De causes intérieures, la méchanceté des traîtres et de tous nos ennemis cachés. De la rareté des fourages, de la cupidité effrénée de plusieurs citoyens, qui se rendent par là très-coupables envers la patrie. Cette dernière classe est malheureusement très-nombreuse, et ses moyens sont variés et multipliés.

Il faut nourrir nos défenseurs; battre à

outrance nos ennemis du dehors, écraser sans pitié ceux du dedans, après en avoir séparé les innocents qui se trouvent malheureusement confondus avec eux. Les secours qu'on s'efforce de procurer, doivent soutenir la patience : dans deux mois au plus, la terre donnera de l'herbe et des légumes. Voilà la tâche du gouvernement : il la remplira. Le reste dépend des individus. Ils doivent être équitables, désintéressés, sobres, éconnomes. Pensez-y bien; c'est vous, mes concitoyens, que cela regarde chacun en particulier. Il faut que vous travaillez sur vous mêmes. Du courage et de la vertu, ça ira.

RAFFRON.

Le 19 ventôse, l'an 2. de la république une et indivisible.

A PARIS, chez G.-F. GALLETTI, Imprimeur du Journal des Lois de la République Française, aux Jacobins Saint-Honoré.